

Compétences communales

Nombreuses, mais éparses : accueil des réfugiés, nomination des professeurs de religion islamique dans les écoles communales, initiatives de terrain (fonds d'impulsion ; à Bruxelles : Fonds Picqué), gestion du logement social (via sociétés agréées) + patrimoine locatif communal ...

Description de la situation actuelle : les enjeux

L'échelon local est le laboratoire de la cohabitation et de la citoyenneté : c'est dans les quartiers pauvres des grandes villes, qui se trouvent en même temps être les zones de concentration de populations d'origine étrangère, que la "crise urbaine" trouve sa forme la plus exacerbée. C'est aussi à ce niveau que l'extrême-droite peut se constituer une première base de masse. Il faut, de toute urgence, tenir un langage qui aborde de front les difficultés qui contribuent à rendre parfois la cohabitation explosive :

- sans noyer le poisson dans les questions générales de l'exclusion sociale;
- en proposant un modèle de cohabitation culturelle (débat sur les valeurs);
- en ne se permettant aucune faiblesse quant à l'égalité des droits (notamment: au logement, à un enseignement de qualité, à l'aide et aux droits sociaux, en attendant l'égalité des droits politiques auxquels on ne renonce pas);
- en tenant un langage clairement compréhensible par les "Belges de souche" qu'il ne faut ni culpabiliser ni flatter;
- en s'adressant simultanément aux "immigrés" (qui ne votent pas, mais doivent être impliqués dans tous les débats), sans les conforter dans l'idée qu'ils formeraient un groupe à part;
- en dénonçant tous ceux (et tout ce) qui alimentent la tension inter-communautaire, dont le pire des effets est de diviser les populations des quartiers pauvres.

Enfin, les élections devront permettre l'élection de nombreux conseillers communaux d'origine étrangère : issus des communautés d'origine étrangère et "reconnus par elles", ils seront simultanément les élus de toute la population, mais devront assumer, par la force des choses, le rôle de porte-parole de

leur communauté d'origine, non-Belges compris.

Objectifs à long terme : l'utopie mobilisatrice, les repères

- Axe 1** citoyenneté (égalité des droits, participation démocratique, accès à l'emploi).
- Axe 2** pour la rencontre interculturelle (métissage, enrichissement réciproque, élaboration en commun d'un nouvel espace culturel).

Propositions d'ECOLO "à court terme"

- Améliorer la qualité et les conditions de l'accueil par les services communaux
- Augmenter la place du personnel communal d'origine étrangère (spécialisés : policiers, médiateurs ou non : "visibilité" à des postes symboliques, à tous les niveaux de la hiérarchie)
- Préciser le rôle de la commune dans les projets subventionnés d'intégration, et son attitude par rapport à l'associatif
- Réaliser une ouverture spécifique aux femmes (via du personnel spécialisé et/ou des projets subventionnés orientés)
- Faire une démarche solide en direction des jeunes.

Proposition originale à débattre : la création, dans les communes sensibles, d'un "Echevinat de la cohabitation et de l'égalité des chances" (intitulé provisoire).

Propositions de coordination

Les questions d'"immigration", comme toutes celles qui touchent à la pauvreté, ne peuvent être traitées commune par commune. La solidarité régionale et entre communes limitrophes doit pouvoir jouer de façon positive.

(Voir aussi dépliant thématique de campagne réalisé en 1991 : droit de vote et d'éligibilité des personnes d'origine étrangère (CEE et non-CEE) établies légalement depuis 5 ans ou plus dans la commune, propositions relatives à l'enseignement, au logement, aux droits sociaux, etc.)